

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille Cedex

Lille, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GALLOO FRANCE**

10 avenue Industrielle BP 23  
59520 Marquette-Lez-Lille

Références : -  
Code AIOT : 0007004253

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2026 dans l'établissement GALLOO FRANCE implanté 10 AV INDUSTRIELLE 59520 Marquette-lez-Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre d'un contrôle inopiné des rejets eau. Ce contrôle n'a pas pu être réalisé en l'absence de pluie et de rejets d'eau.

Néanmoins, l'inspection a permis de vérifier les engagements pris par l'exploitant pour se mettre en conformité rapidement en matière de stockage des déchets sur le site et notamment des batteries.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALLOO FRANCE
- 10 AV INDUSTRIELLE 59520 Marquette-lez-Lille

- Code AIOT : 0007004253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALLOO France (ex CIBIE Recyclage) est spécialisée dans la récupération, le recyclage et la revalorisation des métaux ferreux et non ferreux. Elle réceptionne et stocke des déchets de métaux et alliages de résidus métalliques ferreux, des véhicules hors d'usage (VHU) ainsi que des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Les déchets réceptionnés sont broyés, triés (métaux ferreux, non ferreux, plastiques, terres...) et revalorisés.

Le site s'étend sur environ 4,8 ha et se situe sur la commune de Marquette-lez-Lille, en bordure du canal de la Deûle. Les activités du site sont réglementées notamment par l'arrêté préfectoral du 13/11/2023.

En outre, l'exploitant dispose des agréments pour la dépollution et le broyage des VHU.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Risques accidentels, conditions de stockage	AP Complémentaire du 13/11/2023, article 5.1.2	Mise en demeure, déchets	
3	Rétention et confinement des déversements et pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 13/11/2023, article 5.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	8 jours
4	Découpe au chamumeau	AP Complémentaire du 13/11/2023, article 7.8	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Acceptation et contrôles	AP Complémentaire du 13/11/2023, article 6.4.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les nouveaux constats conduisent l'inspection à maintenir la proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure proposé à l'issue de la visite du 02/03/2026 et à proposer un nouvel arrêté

préfectoral de mise en demeure concernant le respect des dispositions de l'article 7.8 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2023 en retirant les parties combustibles des pièces découpées au chalumeau.

En outre, l'inspection demande à l'exploitant de :

- faire appliquer les consignes de vérification de l'origine des déchets au comptoir métaux pour les particuliers ;
- de justifier que la bache de rétention des eaux incendie dispose d'une capacité résiduelle suffisante pour garantir une capacité totale de 725 m<sup>3</sup> en permanence en cas d'incendie sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Acceptation et contrôles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2023, article 6.4.2
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Acceptation et contrôles
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit des consignes et procédures définissant les modalités de réception et de contrôles : elles sont tenues à jour et doivent être à la disposition de l'inspection des installations classées. L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le paragraphe 6.41 ci-dessus, en cours de validité ;</li><li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre: + recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par le paragraphe 6.5 ;</li><li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement par du personnel spécifiquement qualifié à cette fin ;</li><li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.</li></ul> Dans le cas de réception de déchets dangereux, le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation. prévue à l'article R. 543-178 du Code de l'environnement. b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation où d'élimination. c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou ;</li><li>- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard</li></ul>

quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement où des documents manquant, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent paragraphe.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a été témoin d'un déchargement au comptoir métaux pour les particuliers.

A la demande des particuliers, un premier, puis un second contenant de type pallox (caisse plastique d'environ 1 m<sup>3</sup> ) est mis à disposition.

Les clients remplissent les pallox de câbles blancs du même type pour un volume supérieur à 3 m<sup>3</sup>. L'inspection en se rendant à l'accueil a interrogé le responsable sur les contrôles réalisés au niveau du comptoir particuliers lors du dépôt de ce type de déchets.

Le responsable a indiqué qu'une procédure prévoit notamment de vérifier que les détenteurs possèdent une autorisation du producteur initial du déchet pour disposer des déchets amenés au comptoir matériaux.

Le responsable a appelé l'opérateur au comptoir pour lui demander s'il avait bien vérifié que les clients disposaient de ce type de document,

En l'absence de document, les clients ont repris les déchets et sont partis.

Avis de l'inspection :

Le responsable d'exploitation s'est montré réactif lors de la visite à la demande de l'inspection. Néanmoins, il apparaît que les consignes de réception des déchets au comptoir métaux de provenance inconnue sont à rappeler aux employés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les consignes d'acceptation des déchets du comptoir métaux, de renforcer le contrôle des apports de métaux au comptoir des clients particuliers et de rappeler les consignes aux employés d'acceptation des lots de métaux dont la provenance est inconnue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Risques accidentels, conditions de stockage**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/11/2023, article 5.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, organisation des stockages

**Prescription contrôlée :**

Déchets métalliques :

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres

d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Tous les déchets sont stockés sur une zone de collecte étanche raccordée à une rétention déportée. L'implantation des stockages est réalisée conformément au plan en annexe 3 du présent arrêté et notamment aux données d'entrée Flumilog des phénomènes précisées au paragraphe 7.2 de l'étude de dangers (dossier TAUW ref. GFAC16.18292-V01 version 13 février 2018).

#### DEEE:

Les DEEE de type Petits Appareils Ménagers (PAM) en attente de désassemblage sont stockés sur une aire extérieure dédiée de 390 m<sup>2</sup>. Cette aire est ceinturée sur trois faces par les éléments en béton de type légos d'une hauteur minimale de 3,5 m. La hauteur de stockage de DEEE sur cette aire n'excède pas 2,5 mètres. Les DEEE de type Petits Appareils Ménagers (PAM) avant broyage sont stockés sur une hauteur n'excédant pas 5 mètres sur l'aire de stockage des déchets en attente de broyage. Ce stockage de PAM est à plus de 10 mètres des stockages de tout autre déchet. Le stockage de PAM est ceinturé sur trois faces par les éléments en béton de type légos. La surface de stockage n'excède pas 195m<sup>2</sup>.

#### Pneumatiques :

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 400 m<sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres. L'entreposage des pneumatiques est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La zone d'entreposage est à au moins 10 mètres des autres zones de l'installation.

#### VHU non dépollués :

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). La surface de stockage des VHU en attente de dépollution est limitée à 150 m<sup>2</sup>. Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable.

#### VHU après dépollution :

Les véhicules dépollués sur l'aire de stockage des déchets en attente de broyage. Ils peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.

#### Pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :

Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.

Batteries, filtres, piles et accumulateurs :

Les batteries, les filtres, piles, accumulateurs et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques étanches. Ces conteneurs sont stockés à l'abri des intempéries ou sont couverts dans le cas contraire. L'aire de stockage est revêtue étanche.

Résidus de Broyage Automobile (RBA) :

Les Résidus de Broyage Automobile sont stockés en box couverts. La quantité de RBA est limitée à 300 m<sup>3</sup>.

#### Constats :

Lors de la visite du 02/03/2026, l'Inspection avait constaté :

- le respect des volumes de stockage des DEEE et des hauteurs maximales pour les VHU dépollués,
- le non respect des conditions de stockage des batteries. En effet, des batteries sont stockées en extérieur, exposées aux intempéries en caisse en plastique type "pallox" et dans plusieurs bennes ouvertes et partiellement remplies d'eau dont la couleur bleue interroge quant à la présence d'électrolyte en mélange. L'exploitant s'était engagé lors de la visite à mettre en conformité rapidement ces stockages et à transmettre des photos des actions réalisées. A ce jour, aucun élément n'a été transmis par l'exploitant malgré les engagements pris.

Lors de la visite du 23/03/2026, l'inspection a constaté les faits suivants :

L'inspection a interrogé l'exploitant sur les mesures prises concernant le non-respect de la gestion des batteries. L'exploitant a déclaré que celles-ci avaient été évacuées et les électrolytes mis en cubitainers et envoyés dans un site agréé.

Sur site, l'inspection a constaté que les propos tenus étaient erronés, et que, ni les batteries, ni les électrolytes de ces bennes, n'avaient pas été évacuées.

De plus, l'inspection a constaté la présence d'un volume important de VHU dépollués en attente de broyage stockés sur des hauteurs estimées à environ 8 mètres de haut, ce qui constitue une nouvelle non-conformité aux conditions des stockage autorisées.

#### Avis de l'inspection :

L'exploitant n'est pas en mesure de tenir ses engagements et ne respecte pas les conditions de stockage des déchets prévus à l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2023.

Ces nouveaux constats conduisent l'inspection à maintenir sa proposition de mise en demeure suite à la visite d'inspection du 02/03/2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, déchets

### N° 3 : Rétention et confinement des déversements et pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/11/2023, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers un bassin de rétention spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Les orifices d'écoulement issus du bassin de confinement sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le confinement est assuré par un bassin étanche ainsi que dans les réseaux enterrés de collecte des eaux pluviales. L'exploitant est en mesure de justifier d'un volume total disponible de 725 m<sup>3</sup>. La mise en œuvre du confinement fait l'objet d'une consigne écrite interne à l'établissement. Des exercices réguliers au minimum une fois par an.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou suivent les principes imposés par le paragraphe 3.3.1 pour un rejet au réseau et après accord du gestionnaire.</p>
<b>Constats :</b> <p>Constats de la visite du 02/03/2026 :</p> <p>Un incendie a eu lieu dans la nuit du 19 au 20 février 2026 et a touché un stockage de DEEE neutralisés en attente de broyage, d'un volume d'environ 60 m<sup>3</sup>. L'incendie a été détecté par le gardien à 1h48 qui a alerté le responsable de site et le SDIS qui est intervenu rapidement et a circonscrit l'incendie à ce seul stockage en utilisant environ 250 m<sup>3</sup>d'eaux. L'incendie était éteint complètement à 5h30 du matin. L'exploitant a réalisé et transmis une déclaration d'incident en ligne le jour même à 17h29.</p> <p>Les eaux d'extinction et les eaux de pluie ont représenté environ 400m<sup>3</sup> qui ont été confinées dans le bassin de rétention ainsi que dans la bâche de rétention (200 m<sup>3</sup>).</p> <p>L'exploitant a procédé à des analyses des eaux d'extinction en analysant les paramètres mensuels prévus à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, c'est-à-dire tous les paramètres sauf les chloro-alcanes et les dioxines.</p> <p>L'exploitant a ensuite déclaré avoir eu l'autorisation du gestionnaire des réseaux pour rejeter environ 30% des eaux d'extinction.</p> <p>Suite à cette visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- transmettre les rapports de mesures de la qualité des eaux d'extinction déjà réalisés,</li><li>- transmettre les autorisations du gestionnaire de réseau de déversement de ces eaux</li></ul>



d'extinction,

- compléter ses analyses en tenant compte de l'intégralité des paramètres prévus à l'article 3.3.1 et de transmettre les résultats de ces analyses à l'inspection avant tout nouveau rejet au réseau, y compris avec accord du gestionnaire.

Constats de la visite du 23/03/2026 :

A ce jour, l'exploitant n'a transmis aucun document concernant la qualité des eaux rejetées ou l'accord du gestionnaire du réseau pour recevoir ces eaux d'extinction.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la bache souple utilisée comme rétention pour une partie des eaux d'incendie n'était pas totalement vidée.

L'exploitant a indiqué qu'une partie des eaux d'incendie était maintenue afin d'éviter l'envol de la bache.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

A la suite de cette nouvelle visite, l'inspection maintient ses demandes d'informations liées à la visite du 02/03/2026 et demande une transmission sans délai des éléments demandés.

En outre, l'inspection demande à l'exploitant de justifier que le volume disponible pour la rétention des eaux d'extinction d'un incendie représente les 725 m<sup>3</sup> prévus dans les meilleurs délais.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 8 jours

**N° 4 : Découpe au chalumeau**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/11/2023, article 7.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Découpe au chalumeau

**Prescription contrôlée :**

Un local spécifique est dédié au stockage de bouteilles de gaz, avec séparation des bouteilles pleines, des bouteilles vides.

Ce local est largement ventilé et muni de portes grillagées et fermant à clef.

Dans le cas où des déchets métalliques ou VHU sont découpés au chalumeau, ils doivent être préalablement débarassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

Les opérations de découpage au chalumeau ne peuvent être effectuées à moins de 10 m des dépôts de pneumatiques et en général de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

Ces opérations de découpe sont encodées par une consigne écrite précisant les mesures à prendre pour prévenir les départs de feu et les émissions de fumées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que des opérations de découpe au chalumeau sont réalisées sans que les pièces ne soient débarrassées des parties inflammables ou combustibles. En l'occurrence, un châssis de camion sur roues était en cours de découpage et disposait des équipements suivants : des câbles électriques et gaines, des réservoirs d'air ou autre, le moteur, les batteries et les roues étaient à proximité de la zone découpée au chalumeau. Les opérations de découpage entraînaient le brûlage de parties combustibles et des dégagements de fumées importants.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'opérateur disposait des moyens suffisants pour éteindre les départs d'incendie, à savoir, un pallox rempli d'eau et un seau.</p> <p>Avis de l'inspection : Les opérations de découpe au chalumeau de parties non débarrassées de matières combustibles, voire inflammables ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 7.8 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2023. L'inspection demande à l'exploitant de cesser immédiatement toute opération de découpe au chalumeau de pièces métalliques non débarrassées des parties combustibles ou inflammables.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les opérations de découpe au chalumeau de parties non débarrassées de matières combustibles, voire inflammables ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 7.8 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2023. L'inspection demande à l'exploitant de cesser immédiatement toute opération de découpe au chalumeau de pièces métalliques non débarrassées des parties combustibles ou inflammables. Une mise en demeure de respecter cette prescription avec mise à l'épreuve est proposée en annexe au présent rapport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 jour</p>